



STopMicro

**CONTRE LA
« SOUVERAINETÉ
NUMÉRIQUE »**

Début juin, inquiet de la puissance de calcul développée par deux IA de l'entreprise Anthropic, le gouvernement américain a imposé à cette dernière de bloquer l'accès à certains de ses programmes pour les utilisateurs qui ne sont pas citoyens des États-Unis. C'est ainsi que vendredi 12 juin, Anthropic a coupé l'accès à ses deux IA Mythos 5 et Fable 5 pour le monde entier¹.

Inquiets à leur tour de cette situation nouvelle, dans laquelle un pays d'origine d'une IA peut décider à tout instant d'en couper l'accès, journalistes et politiques européens en arrivent tous à la même conclusion. Face à la dépendance des Européens aux technologies américaines, il faudrait développer une « souveraineté numérique », c'est-à-dire une industrie du numérique locale (semi-conducteurs, logiciels, hébergement de données). Or, cette proposition de « souveraineté numérique » qui fait consensus nous semble à la fois *irréaliste* – du fait de la nature mondialisée de l'industrie du numérique – et *politiquement inconséquente* – car elle ne remet pas en cause le modèle de développement technologique qui est précisément la cause de notre dépendance. Mieux : elle encourage la fuite en avant technologique et ses multiples nuisances. Nous refusons donc ce mot d'ordre illusoire.

1 https://www.franceinfo.fr/internet/intelligence-artificielle/intelligence-artificielle-cinq-questions-sur-le-blocage-des-dernieres-ia-d-anthropic-par-le-gouvernement-de-donald-trump_8061410.html

Constat de dépendance

Commençons par le constat. C'est un fait, la France et l'Europe sont dépendantes du reste du monde pour leur accès au numérique. Dépendantes des États-Unis, bien sûr, car ceux-ci sont leaders dans le domaine des logiciels. Mais la dépendance va plus loin. En effet, le monde numérique se divise en plusieurs marchés : les logiciels, dont font partie les IA comme celles d'Anthropic ; l'hébergement de données, ces serveurs sur lesquels sont stockées les données et qui sont physiquement situés un peu partout (les données de Google sont stockées aux États-Unis, en Irlande, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse, au Brésil, au Chili, au Japon, en Chine...²) ; la production matérielle de puces électroniques, matériau de base du numérique : pour ces semi-conducteurs, la recherche et développement (R&D) se fait principalement aux États-Unis, la production en Asie du Sud-Est (notamment à Taïwan où est concentrée 75 % de la production mondiale³) ; il faudrait encore ajouter la fabrication des machines de gravure (aux Pays-Bas avec l'entreprise monopolistique ASML), le domaine du packaging des puces (en Asie essentiellement)⁴ ; le tout fondé sur l'indigne supplice de l'extraction minière disséminée aux quatre coins du globe (Amériques, Afrique, Asie...) et nécessaire à la fabrication des puces et des batteries alimentant les petits, moyens et gros objets numériques⁵.

De tout cela, on déduit que la France et l'Europe ne sont pas indépendantes dans le domaine du numérique. La coupure du service par Anthropic, tout comme l'avait été en 2021 la pénurie de puces électronique pour l'industrie européenne, ne fait que révéler une situation installée depuis longtemps.

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Plateforme_Google

3 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/aad8ede3-c182-43c2-8ac2-893502bb1f80/files/3fafa402-c5fa-48d2-bbde-a8ab8984acd5>

4 Nous avons détaillé ces deux sujets dans des chapitres de notre livre récemment paru : *Anatomie d'une puce*, Le monde à l'envers, 2026.

5 Sur ce dernier point, lire Fabien Lebrun, *Barbarie numérique*, L'échappée, 2024 et Celia Izoard, *La ruée minière au XXI^e siècle*, Seuil, 2024.

Face à la dépendance numérique : « relocaliser » ?

La réponse tiendrait en un mot : « relocaliser ». C'est ainsi que la majorité des politiques en appellent à mettre en œuvre la « souveraineté numérique », autrement dit à favoriser les centres de données hébergés localement (comme ceux projetés dans le nord de la France⁶ ou en Isère⁷), des logiciels et des IA françaises (la plus connue étant MistralAI), et à produire des semi-conducteurs en France (en particulier à Crolles, avec le projet *Liberty* de « méga-fab » de STMicroelectronics).

Cette proposition autour de la « souveraineté numérique » est politiquement consensuelle. BFMTV décrivait ainsi « une sorte de moment de grâce politique, où tout le monde était d'accord »⁸. Anne Le Hénanff, ministre déléguée à l'IA, affirmait ainsi que « la souveraineté numérique européenne est une nécessité »⁹. Mais des propos similaires ont été tenus par quasiment tous les politiques. Citons Bruno Retailleau, Jordan Bardella, Edouard Philippe, Gabriel Attal, Olivier Faure... Même chez les opposants déclarés au capitalisme, on se rengorge de « souveraineté numérique » : la France Insoumise défend dans son programme que puisque « la France ne doit pas dépendre d'autres pays et des multinationales comme les Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft (GAFAM) » et « doit pouvoir prendre ses propres décisions », il faut « créer une fonderie française pour microprocesseurs »¹⁰. *Le Monde diplomatique* n'est pas en reste, réclamant la « souveraineté numérique » et enjoignant

6 https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/06/01/le-dernier-sommet-choose-france-d-emmanuel-macron-confirme-la-course-au-gigantisme-des-centres-de-donnees-pour-l-intelligence-artificielle_6695879_3234.html

7 <https://mesinfos.fr/38320-eybens/intelligence-artificielle-l-isere-accueillera-le-plus-grand-supercalculateur-d-europe-fin-2025-216483.html>

8 Raphaël Legendre, éditorialiste, BFMTV, 15/06/2026 https://www.youtube.com/watch?v=AD_BDrwnYqs

9 https://www.franceinfo.fr/internet/intelligence-artificielle/intelligence-artificielle-cinq-questions-sur-le-blocage-des-dernieres-ia-d-anthropic-par-le-gouvernement-de-donald-trump_8061410.html

10 <https://laec.fr/section/86/garantir-la-souverainete-numerique-de-la-france>

« les gouvernements européens [à] bâtir leur propre industrie en copiant le modèle américain »¹¹. La CGT, quant à elle, demande « une politique d'investissement nationale et européenne » visant en particulier « les fondements [du numérique] » et précisément STMicroelectronics (car « le problème, c'est qu'aujourd'hui nos fabricants sont en retard »¹²). Et tous ces appels politiques, médiatiques et syndicaux de ces dernières années semblent suivis – en partie au moins – d'effets. Pendant que l'État français a promis en 2022 un soutien de 2,9 milliards d'euros à la « méga-fab » de STMicroelectronics (la fameuse « fonderie française pour microprocesseurs » réclamée par LFI), la Commission européenne vient d'annoncer un paquet législatif pour « réduire sa dépendance face aux États-Unis et à la Chine »¹³ tandis qu'Emmanuel Macron a ajouté 1,55 milliard d'argent public « pour la filière quantique et les semi-conducteurs » lors du sommet Choose France début juin 2026¹⁴.

De tout cela, le monde « souverainiste de gauche », anti-libéral, syndicaliste, écologiste, ne peut que se féliciter. Les uns parce que si c'est fait chez nous, c'est mieux qu'ailleurs ; les autres parce que tout cela est censé permettre de combattre les entreprises privées de la Tech et le fasciste Trump ; d'autres encore s'illusionnent sur le fait que les nuisances produites ici ne le seront pas ailleurs – c'est touchant de naïveté.

Car cette proposition de « relocalisation » qui semble relever du bon sens est en réalité une impasse. Pour deux raisons : l'une pratique, l'autre politique.

11 Robin Lambert, « Souveraineté numérique, le jour d'après », *Le monde diplomatique*, avril 2026, <https://www.monde-diplomatique.fr/2026/04/LAMBERT/69457>

12 Sylvain Delaître, représentant CGT au comité stratégique de la filière sécurité (CSF) du Conseil national de l'industrie, *La vie ouvrière*, mai 2026, <https://nvo.fr/sylvain-delaître-les-cyberattaques-prolongent-les-conflits-qui-ont-lieu-dans-la-vraie-vie/>

13 www.lemonde.fr/economie/article/2026/06/03/le-plan-de-l-europe-pour-reduire-sa-dependance-numerique-face-aux-etats-unis-et-a-la-chine_6696653_3234.html

14 https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/05/22/emmanuel-macron-va-annoncer-1-55-milliard-d-euros-de-plus-pour-la-filiere-quantique-et-les-semi-conducteurs_6692257_823448.html

La souveraineté numérique : une proposition irréaliste

La raison pratique tient à la nature même de l'industrie des semi-conducteurs. Comprenons bien qu'il ne s'agit pas ici de relocaliser la production de tomates, de vêtements ou de chaussures, mais une technologie industrielle d'une complexité extrême. « La fabrication de semi-conducteurs est l'activité de fabrication la plus complexe que l'on connaisse actuellement », explique l'Association européenne des entreprises de semi-conducteurs (ESIA)¹⁵.

Quand la CGT affirme qu'« il faut maîtriser la chaîne de production de bout en bout »¹⁶, il est nécessaire de rappeler que les puces électroniques sont un pur produit de la mondialisation capitaliste. À la différence des tomates par exemple, elles *nécessitent* une division du travail extrêmement poussée : extraction de minerais, purification, conception de machines, recherche logicielle, fonderie, assemblage, tests... à l'heure actuelle, une puce électronique « made in France » fait 2,5 fois le tour du monde et franchit 80 frontières¹⁷. Imaginons une reprise en main autogestionnaire, socialiste et écologiste du secteur, une « programmation », une « planification » comme le réclame la CGT¹⁸ : peut-être pourrait-on baisser ce nombre de tours du monde à 1,5 (?), mais quoiqu'il en soit, en aucun cas une puce électronique ne peut être un bien local, issu de ressources proches, traité en circuit court, dont la chaîne de production serait maîtrisée de bout en bout et qui serait commercialisé aux seules échelles nationale ou européenne.

D'une part, parce que les ressources nécessaires pour fabriquer ces matériaux aux propriétés électriques particulières

15 <https://www.eusemiconductors.eu/sites/default/files/Leaflet%20digital.pdf>, cité par Celia Izoard, dans *Anatomie d'une puce*.

16 <https://nvo.fr/sylvain-delaitre-les-cyberattaques-prolongent-les-conflits-qui-ont-lieu-dans-la-vraie-vie/>

17 <https://www.eusemiconductors.eu/sites/default/files/Leaflet%20digital.pdf>, cité par Celia Izoard, dans *Anatomie d'une puce*, op. cit.

18 <https://nvo.fr/sylvain-delaitre-les-cyberattaques-prolongent-les-conflits-qui-ont-lieu-dans-la-vraie-vie/>

que sont les semi-conducteurs ne sont pas également réparties sur la planète. Il n'y a pas besoin uniquement de silicium pour faire des puces, mais d'un nombre incalculable de minerais et métaux (cuivre, aluminium, or, étain, germanium, cobalt, mica, tungstène, indium...¹⁹). Les ressources indispensables à la fabrication de puces ne se cantonnent pas aux seuls minerais, on peut penser au cas de l'hélium, gaz essentiel à l'industrie microélectronique qui a été également mis en avant avec la fermeture du détroit d'Ormuz²⁰. La liste est presque infinie, on n'ira pas plus loin, mais on précisera néanmoins que ces ressources proviennent bien souvent des pays du Sud (il faut citer le cas paradigmatique du Congo, documenté par Fabien Lebrun dans *Barbarie numérique*²¹). Parler de « relocalisation », c'est occulter les rapports d'exploitation coloniaux nécessaires à la production du monde connecté. Que la gravure des puces ait lieu à Crolles ou à Taïwan, le coltan proviendra toujours du Congo – qui possède les deux tiers des réserves mondiales – et pas d'une carrière autogérée du Massif central.

La seconde raison qui fait qu'une puce électronique ne peut pas être un bien local tient aux nécessités capitalistiques des industries numériques. Contrairement au mythe propagé par la Silicon Vallée de deux-trois petits génies bricolant dans leur garage, les entreprises qui fabriquent des semi-conducteurs *nécessitent* des partenariats mondiaux afin de réunir les capitaux suffisants. Pléthores d'exemples démontrent ce point. Quand STMicroelectronics annonce son agrandissement à Crolles en 2022 pour la « souveraineté numérique européenne », le projet est monté en association avec l'entreprise états-unienne GlobalFoundries, qui est censée apporter près de 60 % des fonds privés. Précisons que GlobalFoundries, domiciliée aux Îles Caïman²², est détenue à 82 % par les Émirats Arabes Unis²³. Quand le Commissariat à

19 Nous détaillons la liste de minerais et métaux qu'utilise le site STMicroelectronics de Crolles dans *Anatomie d'une puce*, op. cit.

20 <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/semi-conducteurs-et-helium-une-dependance-critique-pour-l-industrie-technologique-157556/>

21 Fabien Lebrun, *Barbarie numérique*, L'échappée, 2024.

22 <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1709048/000170904823000047/R8.htm>

23 <https://fr.wikipedia.org/wiki/GlobalFoundries>

l'Énergie Atomique (CEA) de Grenoble inaugure sa ligne de production pilote Fames pour l'innovation dans les semi-conducteurs en mars 2025, afin de « renforcer l'écosystème des semi-conducteurs en Europe et réduire les dépendances », le projet est soutenu par des acteurs du monde entier comme Intel, Meta, GlobalFoundries, Nokia... et la directrice de la recherche technologique du CEA Julie Galland rappelle que « la microélectronique se construit avec des acteurs mondiaux »²⁴. Quand 75 milliards sont investis pour des data centers dans le nord de la France, c'est une entreprise japonaise qui est à la manœuvre. Idem en Isère, où le projet de « plus grand supercalculateur d'Europe » est à l'initiative d'une entreprise basée à Dubaï avec des capitaux émiratis²⁵. Et ainsi de suite.

Ces capitaux gigantesques ne sont pas optionnels. Pour l'industrie des puces électroniques, qui exige les machines-outils les plus chères de l'histoire industrielle, des centres de recherche avancés maîtrisant une technologie en complexification permanente, un complexe d'infrastructures de fabrication bien organisées et installées, etc., ces capitaux ont toujours été une nécessité vitale. Leurs montants ont depuis longtemps dépassé ce que peut investir une nation seule : il faut atteindre une masse critique. Et comme il est également nécessaire de les rentabiliser, une production de masse pour un marché d'export a toujours été une condition d'existence de l'industrie des puces électroniques. Les investissements massifs et réguliers sont d'autant plus nécessaires dans un marché en évolution très rapide qui exige de se tenir à la pointe pour ne pas être éliminé.²⁶

Voilà pourquoi l'échelle multinationale, l'échelle de la production planétaire, de la compétition pour accumuler les plus grands capitaux mondiaux, est la véritable échelle de l'industrie du numérique et la seule possible.

24 <https://www.ledauphine.com/economie/2025/03/18/julie-galland-le-projet-fames-donne-au-cea-leti-et-a-grenoble-une-place-majeure-au-niveau-mondial>

25 <https://www.lepostillon.org/La-liaison-Grenoble-Emirats-Arabs-Unis.html>

26 Voir à ce propos Chris Miller, *La guerre des semi-conducteurs*, 2022.

Ainsi, si par « souveraineté » on entend la capacité à maîtriser la chaîne de production de bout en bout, alors « souveraineté numérique » est un oxymore. Le numérique est en effet une technologie impériale intimement liée au capitalisme mondialisé.

Dans les exemple cités plus haut – et en particulier dans celui de l'agrandissement de STMicro à Crolles – ce n'est pas d'une quelconque « relocalisation » dont il s'agit, tout au plus d'une modification dans les rapports de forces inégaux dus à la maîtrise de certains segments stratégiques de la production.

Parer des projets industriels de ce type d'atours anticapitalistes, vanter les progrès de l'électronique européenne comme nous émancipant des États-Unis ou de Taïwan tout en copiant leur modèle revient à propager une illusion, et à masquer le véritable problème : notre dépendance croissante à cette technologie impériale qu'est le numérique.

Combattre la fuite en avant numérique

Pour ne pas dépendre des puces produites par d'autres régions du monde, pour ne pas se mettre en situation de vassalité, le plus simple n'est pas de produire nos propres puces – on a d'ailleurs vu que c'était impossible – mais de sortir de la dépendance à l'infrastructure numérique. De faire d'autres choix politiques, qui rompent radicalement avec la fuite en avant technologique à l'œuvre.

Les puces électroniques sont qualifiées aujourd'hui de « pétrole du XXI^{ème} siècle » pour le rôle central qu'elles jouent dans l'économie mondiale, et la dépendance au numérique de nos sociétés ne fait que croître. **Face à une addiction toujours plus ancrée, et entretenue par des choix politiques, l'essentiel n'est pas de changer de dealer, mais de décrocher. Non pas produire plus de puces chez nous, mais utiliser chez nous moins de puces. Non pas « dématérialiser » toujours plus (les services publics notamment), mais refuser d'œuvrer à cette accélération. Non pas copier l'industrie américaine, mais développer un autre modèle. La revendication d'une « souveraineté numérique » perpétue l'addiction en refusant de la nommer et de la combattre, se contentant de poser la question du fournisseur de la came.**

La course à l'innovation n'est pas inexorable, pas plus que le fruit d'une prétendue évolution naturelle ou d'une « loi de l'Histoire ». Il s'agit d'un choix politique et d'un choix de société porté par des acteurs institutionnels. Les milliards qu'on investit dans ce domaine sont des milliards volés à d'autres secteurs : production de tomates, par exemple, ou de vêtements, de chaussures, ou autres activités agricoles, artisanales, ou relevant des services publics. Voilà des domaines où une autonomie territoriale est possible, à la différence de l'électronique.

Comme nous le disons depuis trois ans, le collectif STopMicro ne prône pas une illusoire « souveraineté », mais l'autonomie. Le premier terme perpétue le fantasme de puissance propre au capitalisme industriel, renvoyant à la conquête, à la

prédation, à l'impérialisme, au choc des Titans, bref : à la domination que nécessite tout pouvoir pour se maintenir. Ce n'est pas par hasard que les apôtres de la « souveraineté numérique » ne semblent guère avoir de problème avec le colonialisme induit par le numérique : la souveraineté, c'est l'autre nom du nationalisme à l'ère de la mondialisation.

L'autonomie, quant à elle, nous semble esquisser une piste de sortie pour affronter les défis qui se posent à nous à l'heure de la catastrophe environnementale²⁷. Autonomie ne signifie pas autarcie, mais le fait de choisir ses dépendances et ses alliances, d'édicter ses propres normes. Elle n'implique pas non plus la dépendance à une autorité supérieure ou la conquête, c'est-à-dire qu'elle n'implique pas de rapports de domination. Elle revient à prendre en compte la limite de ce qui nous entoure, à penser l'autorégulation de nos besoins et de nos désirs, à prendre en compte la finitude des ressources²⁸.

C'est pourquoi nous prôtons une économie de la subsistance qui laisse plus de place aux activités essentielles comme l'agriculture paysanne et l'artisanat, qui accroissent l'autonomie et la résilience des territoires. Il ne s'agit pas d'une utopie de baba cool, mais d'une nécessité vitale. C'est très concret et actuel : les exemples récents et locaux de Vencorex ou de Teisseire montrent qu'il n'est pas raisonnable de concentrer des centaines d'emplois dans des entreprises à la merci de la moindre fluctuation du marché mondial ou de décisions d'actionnaires²⁹. Tout comme il n'est pas raisonnable de développer et de maintenir des industries qui sapent nos conditions d'existence en polluant les sols et les rivières ; là encore l'exemple de l'entreprise Vencorex – à présent qualifiée de « bombe à retardement chimique » par les élus³⁰ – est éloquent.

27 <https://lundi.am/10-Ce-que-nous-voulons-c-est-l-autonomie>

28 Aurélien Berlan, *Terre et Liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La lenteur, 2021.

29 Pour rappel : Vencorex (propriété d'un groupe thaïlandais repris par la filiale hongroise d'un groupe chinois) a supprimé 400 emplois à Jarrie en 2024, Teisseire (racheté par un groupe danois) 200 cette année à Crolles, dans les deux cas pour des raisons boursières. Cela laisse songeur quand on pense aux 6 000 emplois pourvus par STMicroelectronics en Isère, qui se cumulent avec les 1600 de sa voisine Soitec.

30 <https://france3-regions.franceinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/une-bombe-a-retardement-chimique-qui-va-depolluer-les-76-000-tonnes-de-dechets-industriels-sur-le-site-de-vencorex-3140003.html>

Sobriété numérique vous dites ? Lutte contre la « life.augmented » nous répondons !

Si l'on partage ce constat, alors on doit lutter contre le projets de connexion généralisée, contre l'utopie de la « life.augmented » (le slogan de STMicroelectronics), et contre les agrandissements d'usines de puces iséroises ; et non prôner une illusoire « relocalisation » de cette vie prétendument « augmentée ». Contre cette utopie dystopique, nous voulons établir un rapport de force politique.

En effet, refuser l'accélération numérique ne peut pas se faire individuellement. S'il est louable de se passer de smartphone, de boycotter les réseaux sociaux, d'utiliser le moins possible internet, de refuser la dématérialisation des services publics, etc., rappelons que ce sont les choix politiques qui modifient les rapports sociaux et nous forcent à utiliser toutes ces nouvelles technologies. La technologie n'est pas un outil qui se greffe au monde existant : c'est le monde qui devient technologique : disparition des guichets, formations scolaires sur l'IA, imposition des compteurs Linky et des QR codes... Les plus vifs de nos lecteurs remarqueront ainsi – pour nous en faire critique – que ce texte par exemple, quoique critique du numérique, est rédigé sur un logiciel informatique et mis en circulation par Internet. Eh oui, vifs lecteurs ! Nous aussi nous vivons dans le monde numérique, dont les en-dehors ne cessent de s'amenuiser. Nous participons à cette société, à notre corps défendant. Et c'est avec les outils que nous connaissons et qui sont ceux de la majorité que nous cherchons à briser le consensus social.–Au delà de l'éthique individuelle, ce que nous voulons en tant que collectif est d'influer sur les choix de société, sur une prise de conscience collective et de plaider pour un changement des rapports sociaux. Vaste programme !

En effet, refuser l'accélération numérique ne peut pas se contenter d'une « sobriété numérique », même collective. Après sa naissance militaro-industrielle, l'industrie moderne de

l'informatique a été construite par le capitalisme avancé, et avant tout pour lui donner les moyens de son avancement. Le capitalisme développe en permanence les outils de production, afin de se reproduire et de croître, il ne peut pas faire de sur-place : il doit par essence innover, se développer, détruire et reconstruire, construire et re-détruire. C'est un système économique et politique maladif basé sur l'innovation permanente, la création de nouveaux marchés et de nouveaux outils de production, et de subjugation, de gestion et de contrôle de la population.

Or, la façon dont le capitalisme innove aujourd'hui, c'est par le développement de l'électronique et tous les projets futuristes d'« augmentation » numériquement assistée, enrobés d'un vocabulaire publicitaire écolo, social et éthique : dématérialisation transition, relocalisation, souveraineté, responsabilité, etc. La réalité est hélas plus crue : accélération, renforcement, concentration, exploitation, domination.

On l'a compris, l'innovation *fait partie* du capitalisme. Il n'existe pas et ne peut exister de capitalisme immobile, sobre ou décroissant, découplé de son impact matériel. Ainsi, imaginer se passer de l'électronique, en dépendre moins, faire preuve de « sobriété numérique », engager une « désescalade numérique », voire un « démantèlement numérique », tout cela sans mettre à terre le capitalisme, c'est une aberration.

C'est dans cette perspective que nous luttons contre les extensions d'usines de semi-conducteurs du Grésivaudan : la question d'une Europe souveraine en puces électroniques est une aporie. Le numérique est une technologie impériale intimement liée au capitalisme mondialisé et aux rapports coloniaux. Sortir du capitalisme implique de remettre en cause le développement du numérique, tout comme combattre la « life.augmented » implique de remettre en cause le capitalisme. Il n'y a pas de demi-mesure.

La lutte contre l'industrie numérique ne connaît pas de frontières.

Ne nous laissons pas avoir par les mots d'ordre des politiciens réformistes et idolâtres du Progrès !

No puçaran !

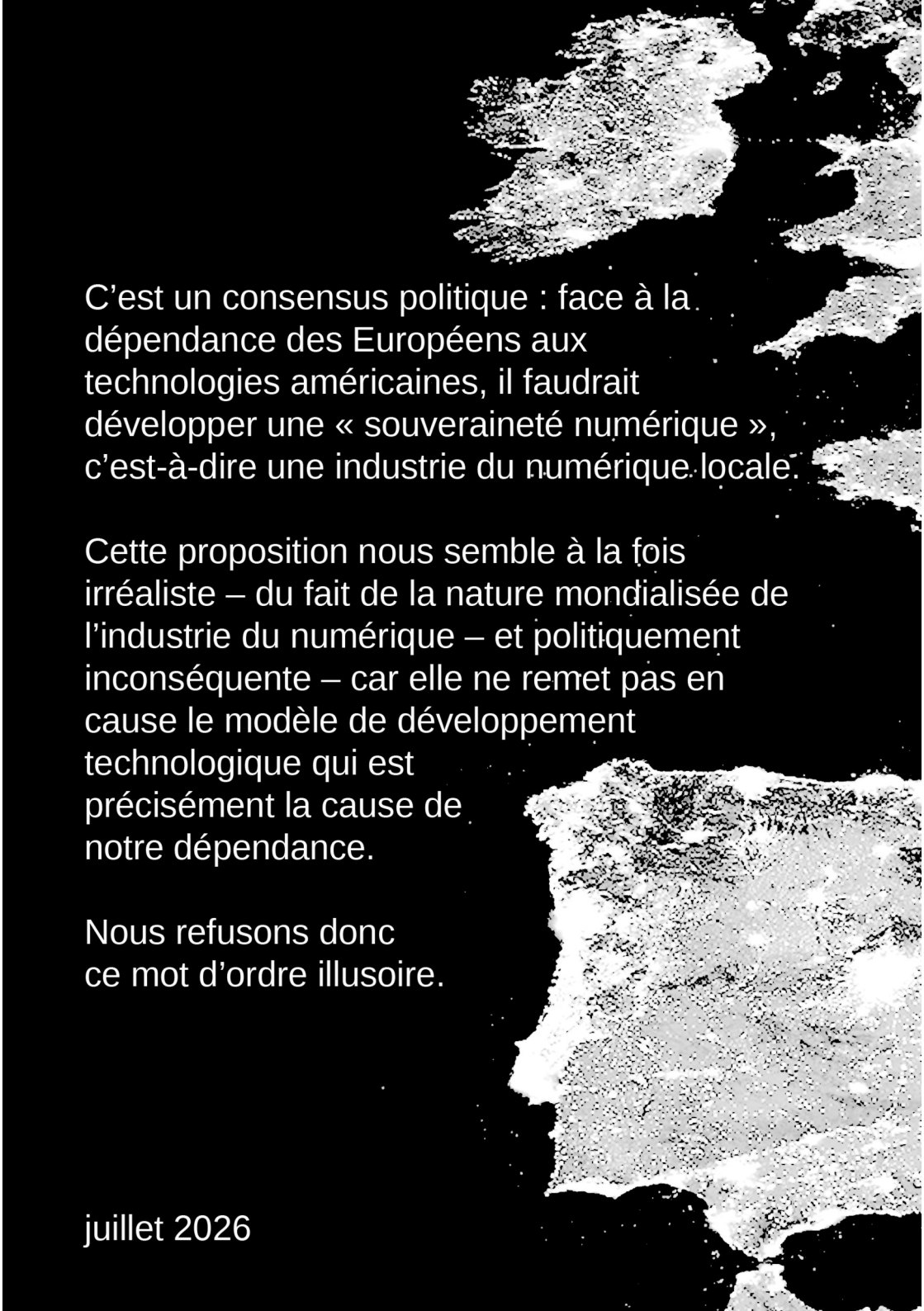
Buvez de l'eau !

Collectif STopMicro,
sous la canicule,
juillet 2026

A lire :

Anatomie d'une puce, livre collectif sous la direction de STopMicro, éditions Le monde à l'envers, 2026.

stopmicro@riseup.net
<https://stopmicro38.noblogs.org>



C'est un consensus politique : face à la dépendance des Européens aux technologies américaines, il faudrait développer une « souveraineté numérique », c'est-à-dire une industrie du numérique locale.

Cette proposition nous semble à la fois irréaliste – du fait de la nature mondialisée de l'industrie du numérique – et politiquement inconséquente – car elle ne remet pas en cause le modèle de développement technologique qui est précisément la cause de notre dépendance.

Nous refusons donc ce mot d'ordre illusoire.

juillet 2026